



Malgré son récent virage à 360° en politique, Paul Mahel reste toujours dans sa posture de journaliste et s'affaire à commenter au quotidien les actualités de notre pays. Dans sa dernière publication, le militant du mouvement NOW peint le sombre tableau de la situation sécuritaire de notre pays et des coûts qui obviennent à cette réalité.

« Combien nous coûterait l'organisation d'un véritable dialogue Inclusif ? »

L'ECONOMIE DE LA GUERRE

La situation sécuritaire de notre pays est de plus en plus préoccupante.

Lors de sa dernière sortie à l'occasion de la cérémonie de triomphe de la 36e Promotion de l'école militaire interarmées, le Chef de l'Etat a évoqué un nouveau foyer de tension : la région de l'Adamaoua où, selon le Président de la République « ...nos populations et tout particulièrement les éleveurs, y sont victimes de groupes criminels spécialisés dans les enlèvements avec demande de rançon ».

Le président a également évoqué l'extrême Nord avec le groupe terroriste Boko Haram qui bien que considérablement affaibli, continue dans ses derniers soubresauts à perpétrer des incursions sporadiques mais non moins meurtrières. On peut donc aisément imaginer que, coincée entre l'Extrême-Nord et l'Adamaoua, la région du Nord ne dort pas sur ses deux oreilles.

Puis il y a l'Est, où la menace en provenance du voisin centrafricain nous contraint à garder un niveau de vigilance élevé.

Enfin il y a le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Les deux régions anglophones de notre pays sont plongées depuis deux ans, au creux de l'onde trouble des lendemains incertains avec à la clé un désastreux bilan humanitaire sans précédent pour notre pays. Ce qui porte à 6, le nombre de régions où la situation sécuritaire est précaire. Au-delà de la crise humanitaire, ces différents foyers de tension portent un sévère coût à notre économie...eh oui ! La guerre ça coute chère au contribuable.

La mobilisation des troupes avec la logistique qui va avec sur chacun des fronts fait saigner le portefeuille de l'Etat. Pire encore l'économie de toutes les régions concernées qui pour la grande majorité sont agro-pastorale est au ralenti quand elle n'est pas simplement à l'arrêt avec toutes les conséquences que cela implique.

La situation la plus dramatique cependant est incontestablement le Sud-Ouest, où la Cameroon Development Corporation (CDC), deuxième employeur après l'Etat du Cameroun, est à l'agonie. L'entreprise a subi d'énormes pertes sèches et a aujourd'hui besoin en urgence de près de 29 Milliards de francs pour reprendre sa vitesse normale, soit 7,7 Milliards pour la filière Huile de palme, 7,8 pour l'Hévéa et 14,1 Milliards pour la filière Banane.

La CDC pourrait, à court terme se voir obligée de réduire ses effectifs de...70%, soit environ 15 000 postes. Au vu de ces chiffres je m'interroge : **Combien nous coûterait l'organisation d'un véritable dialogue Inclusif ? Je ne sais pas mais j'imagine beaucoup moins.**

Le sage malien disait : « Quand tu t'endors avec l'anus qui démange, tu te réveilleras avec les doigts qui puent ».

Paul Mahel